

À Genève, le big bang de la «blockchain» électrifie les grands argentiers du pétrole

Matières premières Société Générale, BNP Paribas, Mercuria, Louis Dreyfus: les projets pour sécuriser et simplifier le commerce de brut, de grains ou de minerais fleurissent. Une rupture historique pour le secteur.

Pierre-Alexandre Sallier
pierre-alexandre.sallier@lematindimanche.ch

Parti de La Nouvelle-Orléans avec de 60 000 tonnes de soja à bord pour les huileries de Shandong Bohi, le cargo a été déchargé le 6 janvier dans le port de Qingdao, dans l'est de la Chine. Un mois après le feu vert des équipes de Louis Dreyfus Company pour son chargement. Cargaison symbolique: sa livraison a concrétisé la première transaction de produits agricoles gérée grâce à la technologie «blockchain». Bluffant. «Nous avons divisé par cinq le temps passé sur la gestion documentaire», témoigne Robert Serpillet, responsable opérationnel du négoce de multinationale.

La paperasse

Œuvre d'un informaticien de génie resté inconnu, ce système de programmation dévoilé au

«Il n'y a plus un tiers de confiance avec les papiers dans une main et l'argent dans l'autre, mais une chaîne»

Adrien Thorey, ingénieur chez BNP Paribas Suisse

Japon en 2008 mobilise la puissance de calcul offerte par des milliers d'ordinateurs reliés autour du monde pour faire fonctionner une énorme centrale d'enregistrement mémorisant une infinité de transactions. Traduit par «chaîne de blocs» - terme tout aussi hermétique - il a déjà été utilisé pour dessiner le circuit nerveux de systèmes monétaires alternatifs, célèbre Bitcoin en tête.

Le monde des matières premières y trouve un autre intérêt: dématérialiser les monceaux de

papiers - contrats de vente, lettre de crédit, certificats d'inspection - que brassent des étages d'employés à Genève. Certains parlent d'une rupture comme il n'y en a pas eu depuis la chute de l'URSS en 1989.

Les «majors» déboulent

Le bout du lac est au centre de ces innovations. Baptisée Easy Trading Connect, la plateforme informatique sur laquelle vient de passer le soja de Louis Dreyfus avait déjà été testée il y a un an pour la vente, par le «trader» Mercuria, d'un supertanker de pétrole à la Chine. Cinq jours avaient séparé l'obtention des barils, leur contrôle et leur paiement. Contre plus d'un mois auparavant. Avec de grosses économies à la clé, moins de fonds de roulement étant bloqués pour chaque opération. Dans les produits agricoles, Louis Dreyfus Company espère voir ce type de plate-forme «entrer en fonction dès 2018».

«À terme, ce système va amener beaucoup plus de liquidités au secteur», estime Souleïma Baddi, coresponsable du financement des matières premières au sein de la Société Générale en Suisse. L'établissement a participé, avec ses homologues ING et ABN Amro, à la conception du système, mobilisant une vingtaine de personnes. Ces banques participent depuis novembre à un consortium formé avec des «majors» comme BP et Shell et des négociants comme Mercuria ou Gunvor. Le nom de la société indépendante qui exploitera le futur système d'exécution des transactions - et sa localisation à Genève ou Londres - sera révélé sous peu.

Dans l'immeuble voisin de BNP Paribas, un projet similaire, baptisé MyCollat, est mis au point depuis deux ans. Cette plate-forme, sur laquelle travaillent une vingtaine de spécialistes, a été testée l'an dernier



Dimitri Rusca, patron de SCCF, travaille sur une plate-forme de financement participatif des maisons de négoce. Laurent Guiraud

par quatre clients - dont le spécialiste genevois du café Sucu-fina et le géant du stockage Pacorini. Elle «sera déployée dès février puis proposée peu à peu à tous les clients», décrit Christophe Cantala, responsable clientèle et marketing des activités liées aux matières premières.

Les sociétés chargées d'inspecter les cargaisons - les yeux du secteur - entrent dans la danse. Au sein de la SGS, Fred

Herren, responsable du digital et de l'innovation, confirme la participation à quelques essais.

Accros aux originaux

Merveilleux. Sauf que cela fait vingt ans qu'à peu près toutes les entreprises numérisent leurs factures sous forme de PDF. Les marchands de pétrole ou de grains, restent, eux, accros aux tampons officiels, qu'ils faxent au port de Luanda. Et à Shan-

«Bluffant, le temps passé sur la gestion documentaire a été divisé par cinq»

Robert Serpillet, responsable opérationnel du négoce chez Louis Dreyfus Company, à Genève.

ghai, dans la dunette, le capitaine n'autorise pas le déchargement tant qu'il ne tient pas l'original de la «BL», la «bill of lading», reçue par DHL. «Ce métier est particulier, ces documents originaux qui prouvent, dans les docks des antipodes, qu'il est en charge de la marchandise, constituent la ligne de vie d'un trader», relate Benoît Lioud, responsable de la communication chez Mercuria.

Et seule une technologie comme la «chaîne de blocs» - avec ses enregistrements irréversibles et infalsifiables - permet de vaincre les réticences de négociants endossant, sur un «donne» lancé au téléphone, la responsabilité d'une cargaison valant des dizaines de millions. «Le risque numéro un de ce métier, c'est la fraude», rappelle Dimitri Rusca, fondateur de

SCCF à Genève, PME qui teste un service destiné aux petites maisons de négoce.

Banquiers, pas morts

«La révolution? Il n'y a plus un tiers de confiance avec les papiers dans une main et l'argent dans l'autre, mais une chaîne de confiance», lance Adrien Thorey, ingénieur en charge du projet chez BNP Paribas en Suisse. Propos qui laissent imaginer un système de «crowd funding»: un financement participatif permettant l'avance directe, par des investisseurs, de l'argent qui fera bouger ces cargos.

Science-fiction, rétorque le secteur. «Sur des transactions récurrentes - des barges de carburants sur le Rhin - peut-être; sinon, ce scénario passe à côté de la relation entre les négociants et leurs banquiers», écarte Benoît Lioud, de Mercuria. «Cette technologie bénéficie à tout l'écosystème», répète en écho Christophe Cantala, chez BNP Paribas. Le big bang de la «chaîne de blocs» électrifie depuis deux ans la finance liée au commerce de matières premières. Mais il ne court-circuite pas encore ses centaines d'employés à Genève. ●

SCCF finance les cargos en direct

► Le cocktail «chaîne de blocs» et financement participatif est l'étape suivante de l'activité de SCCF, la PME créée par Dimitri Rusca après son départ de BNP Paribas. Depuis quinze ans, l'ex-banquier gagne sa vie en aidant les petits négociants dont les banques ne veulent plus - elles ne misent que sur les gros - à obtenir les avances nécessaires pour faire bouger des cargos remplis de céréales, métaux, oléagineux, fertilisants... Il s'associe désormais à WeCan. Fund, le site de crowdfunding monté par le Vincent Pignon -

goureur de la technologie «blockchain» à Genève -, afin de proposer à des investisseurs professionnels de participer directement au financement d'un bateau. «Une première cargaison test de farine de blé a été financée en décembre par ce biais», décrit cet ancien de (feu) le géant lausannois André & Cie. La suite? «Faire basculer dès cette année la plate-forme sur un système de blockchain et y intégrer les certificats des sociétés d'inspection, afin de rendre le tout plus sûr et efficace», esquisse Dimitri Rusca.